

Sophie Bessis

Historienne et Journaliste

Ancienne rédactrice en chef de l'hebdomadaire Jeune Afrique du Courrier de l'Unesco,

Directrice de recherches associée à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) de Paris³

Ancienne directrice du magazine Afrique Agriculture (Yaoundé).

Secrétaire générale adjointe de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH).

Juin 2023

Habib - Bonjour.

Sophie - Bonjour.

Habib - Merci beaucoup pour l'opportunité que vous me donnez d'échanger avec vous. Ma première question est toute simple vous êtes qui Madame Bessis ?

Sophie - Enfin toute simple, ça c'est vous qui le dites ! Ecoutez, qui je suis... Je m'appelle Sophie Bessis comme vous l'avez dit, nous sommes à Carthage, dans une maison qui appartient à ma sœur et à moi, et à ma mère, que nous avons construite en 1981. Et si je le dis, c'est que ce n'est pas innocent. Vous savez que j'appartiens à la minorité juive de Tunisie. J'ai vécu en Tunisie sans discontinuer jusqu'à l'âge de quinze ans. Ensuite, de quoi, mon père ayant eu quelques problèmes avec l'Etat tunisien, nous sommes partis. Mon père a travaillé à la FAO. Nous sommes partis en Afrique subsaharienne où j'ai fait deux ans de scolarité au Cameroun.

Habib - En quelle année ?

Sophie – 1962-64. Voilà, donc j'ai fait deux ans de scolarité au Cameroun. Ensuite, une partie de ma classe terminale en Éthiopie, à Addis-Abeba. Ce qui est très important parce que ça a déterminé une partie de ma vie, cette prise de connaissance avec l'Afrique subsaharienne que je n'ai jamais quittée vraiment par la suite. Nous avons toujours vécu entre la Tunisie et un ailleurs qui a pu changer. J'ai passé mon bac en Tunisie, au lycée Carnot après ce séjour en Afrique subsaharienne, ensuite, j'ai fait des études à Paris, des études d'histoire. Après l'agrégation que j'ai obtenue en 1972, j'ai essayé de rentrer en Tunisie car pour moi, la Tunisie était mon pays.

Je n'en avais pas d'autre. À l'époque, je n'avais même pas une double nationalité que j'ai maintenant. J'étais exclusivement tunisienne, comme mes parents, mais malheureusement la Tunisie, j'ai fait une demande trois ans de suite, n'a jamais jugé utile de me donner un poste dans l'enseignement tunisien. Raison pour laquelle je n'ai jamais enseigné en Tunisie. On m'a toujours refusé un poste et je suis repartie en Afrique subsaharienne parce que j'ai fait ma maîtrise d'histoire avant l'agrégation sur l'Afrique subsaharienne en fait, qui a été, comme je vous le dis, un élément extrêmement important de mon itinéraire et de ma trajectoire aussi bien personnelle

que professionnelle. Et donc je suis retournée au Cameroun, j'ai enseigné à Yaoundé de 1973 à 1975, en partie au lycée Leclerc et en partie à l'université de Yaoundé au département d'histoire.

Ensuite de quoi, au bout de ces deux ans de séjour camerounais, on m'a proposé en France un poste de journaliste. C'était quelqu'un d'assez original si je puis dire, Michel de Breteuil, qui possédait une série de journaux spécialisés dans l'Afrique subsaharienne, une sorte de petit empire de presse, une espèce de reliquat de la colonisation, si l'on peut dire, puisque cet empire de presse avait été fondé par son père qui avait créé la plupart des quotidiens d'Afrique francophone.

Et donc j'ai d'abord créé avec lui un magazine sur les femmes du Maghreb, qui n'a pas duré très longtemps. Et ensuite de quoi pendant quelques années j'ai travaillé dans un magazine, un mensuel, enfin je dirigeais ce mensuel, je faisais tout en fait de la rédaction en chef au secrétariat, qui s'appelait Afrique Agriculture et qui m'a permis de sillonner l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale dans tous les sens, et d'apprendre et de connaître le monde rural à la fois nord-africain et subsaharien, puisque je travaillais sur les deux parties du continent.

C'était un journal très technique. Au bout de quelques années, j'en ai eu un peu marre de faire de la technique, mais j'avais appris énormément de choses. A tel point d'ailleurs qu'à l'époque, je n'étais pas considérée comme une historienne, mais comme une économiste ruraliste. Et en quittant ce journal, j'ai écrit mon premier livre qui s'appelle « L'arme alimentaire ».

J'avais accumulé une énorme somme de connaissances sur, à la fois la ruralité africaine et les rapports de force agricoles mondiaux, et j'ai éprouvé le besoin d'écrire après cet apprentissage très enrichissant, mais qui était comme je vous le disais dans un journal qui n'était pas un journal d'opinion. Et donc j'ai écrit ce bouquin « L'arme alimentaire » qui a été publié en 1978, septembre 78 chez Maspero. À l'époque, Maspero et les éditions Maspero existaient encore et après avoir écrit ce bouquin, je suis rentré à Jeune Afrique comme journaliste.

Habib - Ce livre-là, L'arme alimentaire, c'est grâce à ce livre que je vous connais. J'étais étudiant à l'université et je l'ai découvert à ce moment-là dans le cadre de mes études d'université. Et maintenant je travaille sur les questions alimentaires. Qu'est-ce qui vous a poussé à penser, vous l'expliquez dans les premières pages, vous connaissez la culture de l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique du Nord, les questions rurales, peut-être pour quelqu'un qui a ce premier profil-là, un livre sur l'agriculture africaine ça aurait ...

Sophie - En fait ce n'est pas un bouquin sur l'agriculture africaine. Bien sûr que je parle de l'agriculture, pas seulement africaine et mondiale.

Habib – Non mais vous auriez pu faire un livre dessus.

Sophie - ça ne m'intéressait pas. Je ne suis pas une agronome, je ne suis pas... Bon ma formation d'historienne m'a amenée à être politiste aussi, d'une certaine façon, et en travaillant toutes ces années-là sur les questions agricoles mondiales, eh bien, j'ai découvert l'intensité des rapports de force dans l'agriculture et comment l'alimentation

est une arme, a toujours été une arme dans l'histoire. Parce qu'en fait, ce que je peux dire au point de vue de mon parcours, c'est qu'effectivement pendant de nombreuses années j'ai abandonné l'histoire, mais dans tous mes livres il y a de l'histoire. Donc en fait, je ne l'ai jamais vraiment abandonnée et j'ai voulu, dans L'arme alimentaire, essayer de faire un état des lieux des rapports de force mondiaux et - parce que j'emploie beaucoup ce terme dans ce livre - de la façon dont l'impérialisme (c'était en 1978, c'était un vocabulaire qu'on n'utilise plus aujourd'hui) s'emparait de la question alimentaire pour justement consolider un certain nombre de rapports de force.

Et dans ce livre, j'ai eu une expérience assez intéressante d'ailleurs. Il y a quelques années, ça doit faire sept huit ans quelque chose comme ça, il y a eu un colloque en France sur les questions alimentaires et on m'a demandé d'intervenir, de faire la leçon inaugurale de ce colloque. Moi, ça faisait longtemps que je m'occupais plus directement de ces questions-là et on m'a demandé quelque chose de très intéressant, de relire L'arme alimentaire, mon bouquin qui était sorti en 1978 (il y a eu plusieurs éditions) et d'essayer de dire ce qui était encore d'actualité et ce qui était totalement dépassé. Donc j'ai relu ce bouquin, mais je n'ai pas l'habitude de relire systématiquement mes livres.

Et il y a évidemment des questions qui sont dépassées, encore qu'avec la guerre en Ukraine, on pourrait dire qu'elles reviennent d'actualité. Les questions qui sont dépassées, c'est toutes les questions liées à la guerre froide, c'est à dire à la rivalité Union soviétique / États-Unis dans le secteur alimentaire, comment les États-Unis ont utilisé l'arme alimentaire, les États-Unis étant quand même la première puissance agricole mondiale, il ne faut jamais l'oublier. Ce n'est pas seulement une puissance industrielle, ce n'est pas seulement une puissance technologique militaire, mais c'est aussi une très grande puissance agricole.

En revanche, ce qui m'a partiellement étonnée quand j'ai fait cette relecture, c'est l'actualité de la question. L'actualité de la question, c'est à dire au fond, la modestie, la faiblesse de l'évolution des rapports de force dans le domaine agricole et alimentaire. C'est à dire que les pays africains, on peut dire la même chose des pays latino-américains, même si évidemment ils sont à un degré d'industrialisation beaucoup plus important que les pays d'Afrique subsaharienne mais sont restés cantonnés dans la division internationale du travail à un rôle totalement extractiviste, c'est à dire qu'ils sont encore exportateurs de matières premières agricoles. Ils ne transforment pas leurs matières premières, et donc les pays, les vieux pays industriels et les nouveaux pays industriels comme la Chine, eh bien sont - Je ne parle pratiquement pas de la Chine dans L'arme alimentaire, en 1978 la Chine n'existait pas dans les rapports de force internationaux, aujourd'hui, on ne pourrait pas éviter évidemment d'en parler. Mais donc, les pays, un certain nombre de pays du Sud, ce qu'on appelle les moins développés - encore que je remette aujourd'hui totalement en question la notion de développement, qui est une notion qui n'est plus du tout pertinente - restent cantonnés à un rôle de fournisseur de matières premières agricoles et donc en fait la question de l'arme alimentaire et la question des rapports de force dans le domaine agricole reste, 40 ans après que j'ai écrit ce livre, toujours d'actualité.

Habib - Est ce que les Etats indépendants, donc y compris la Tunisie, mais des pays subsahariens, Amérique Latine ou ailleurs auraient pu choisir un modèle agricole plus indépendant des puissances ?

Sophie - Incontestablement oui. Incontestablement oui. Le problème de tous ces pays, c'est qu'au moment de l'indépendance, ils avaient une administration à construire, un Etat à construire et accessoirement une nouvelle classe sociale à enrichir. Et en fait, tout cela s'est fait sur l'extraction de la plus-value agricole, c'est à dire que les paysannerie de ces pays ont été sacrifiées sur l'autel de la construction des Etats, des administrations publiques et de l'enrichissement des nouvelles élites. Ce qui fait qu'en fait les paysanneries de ces pays sont soumises à une double exploitation. L'exploitation par les prix agricoles mondiaux, donc elles sont sous payées, et l'exploitation par les couches dominantes de leurs propres pays qui, comme je vous le disais, extraient la plus-value du monde agricole. Suite à quoi on a exporté dans ces pays pour les besoins d'une agriculture extractiviste, des modèles agricoles qui sont des modèles qui ont été conçus et appliqués dans les pays du Nord, que ce soit en Amérique du Nord ou en Europe et qui ne sont pas du tout adaptés aux pays d'Afrique subsaharienne ou d'Afrique du Nord où à un certain nombre de pays d'Asie ou un certain nombre de pays d'Amérique latine.

Et là encore donc, ce sont les paysanneries qui ont été totalement sacrifiées sur cet autel. Ce qui fait que cela a été des freins au développement ou à ce qu'on appelait à l'époque le développement, dans la mesure où ce sacrifice des paysanneries a fait qu'il n'y a pas eu d'enrichissement de la population rurale, mais une paupérisation de la population rurale, à part quelques segments et un exode rural extrêmement important dans la mesure où cette paupérisation a amené les populations rurales vers les villes.

Pourquoi ? Parce que ce sont les villes qui ont été équipées, les écoles, les infrastructures sanitaires, les emplois à trouver, et cetera. C'est une espèce de cercle vicieux parce que plus la population urbaine a augmenté, plus les régimes avaient peur de cette population urbaine dans la mesure où c'est toujours des villes - c'est souvent, pas toujours - des villes que partent les révoltes, que partent les insurrections. Et en plus, pour être compétitif dans la division internationale du travail, il fallait que la main d'œuvre urbaine soit mal payée. Donc la main d'œuvre était mal payée, cette main d'œuvre industrielle. Et comment on peut faire supporter le fait que la main d'œuvre salariée urbaine est mal payée ? En lui donnant des produits agricoles à des prix accessibles, donc en sous payant les produits agricoles du monde rural. Donc c'est un cercle vicieux qui aurait pu être évité.

Habib – Ma question était dans le sens où c'est un modèle économique imposé.

Sophie - Imposé et accepté.

Habib – Par les pays coloniaux.

Sophie - Certes, mais il y a eu une connivence entre effectivement les pays du Nord, les pays ex-coloniaux, et les couches dominantes du Sud, parce que les deux se sont enrichis. Il n'y a pas seulement les pays du Nord qui se sont enrichis en sous payant les produits primaires, et cetera, le café, le cacao et tout ce qu'on voudra, maintenant

le palmier à huile, l'hévéa, on peut trouver toutes ces cultures primaires. Les couches dominantes du Sud aussi se sont enrichies sur cette extraction de la plus-value paysanne. Mais le résultat, c'est qu'on continue d'être dans une économie primaire, agricole primaire et qu'aucun de ces pays n'est autosuffisant, n'a acquis un minimum de souveraineté alimentaire.

Habib – Ahmed Ben Salah, toujours dans cette thématique-là, il a échoué, il a été empêché. Cette expérience des coopératives en Tunisie, comment ?

Sophie - Cette expérience des coopératives, j'en parlais avec un ami tout récemment. Cette expérience des coopératives a été un échec pour plusieurs raisons.

D'abord, l'expérience Ben Salah n'a pas tenu compte de la réalité agricole et paysanne de la Tunisie, dans la mesure où la Tunisie est à la fois dans l'intérieur, un pays de transhumance, de nomadisme et de transhumance tribale, et de grandes propriétés foncières qui sont des propriétés foncières de l'aristocratie absentéiste urbaine et des propriétés foncières énormes qui ont été les terres coloniales, puisque les terres coloniales ont monopolisé autour de 700 000 hectares. On peut considérer que la Tunisie a une surface agricole utile d'un peu moins de 5 millions d'hectares, donc c'était une partie très importante de la surface agricole utile.

En revanche, vous avez toute une partie de la Tunisie qu'est la Tunisie côtière, de Bizerte au sud, qui est depuis toujours si l'on peut dire, depuis l'histoire la plus ancienne, qui connaît une agriculture de petits propriétaires d'agriculture, qu'ils soient sahéliens qu'ils soient de la région de Bizerte, l'agriculture oasisienne c'est la même chose également, qui n'a pas été touchée par les expropriations coloniales, pratiquement pas, cette agriculture pas du tout, cette agriculture de petits agriculteurs propriétaires de leurs terres.

Et l'expérience Ben Salah a voulu mettre tout ce monde-là en coopérative de façon parfaitement autoritaire. En fait, ce n'était pas une mise en coopérative, c'était une étatisation de l'agriculture cette collectivisation, une étatisation de l'agriculture qui a été un échec patent, qui a été un échec patent. C'est à dire que la production a diminué parce que les agriculteurs devenaient des salariés agricoles, ce qu'ils ne voulaient pas être. Et on a nationalisé les terres de colonisation par la loi du 12 mai 1964, mais elles ont été très mal exploitées. Et donc vous avez eu une chute de la production. Donc si la volonté de Ben Salah était pavée de bonnes intentions, si vous voulez, mais l'enfer peut être pavé de bonnes intentions et en fait c'est ça qui s'est passé. Donc c'est une des raisons.

Et puis n'oublions pas que cette mise en coopérative de l'agriculture s'est accompagnée d'une mise en coopérative du commerce, tout a été mis en coopérative en Tunisie de façon parfaitement autoritaire, c'est à dire dans un contexte non démocratique, dans un contexte où on n'a pas demandé aux gens leur avis sur cette mise en coopérative.

Voilà. Et donc ce faisceau de données a fait que l'expérience de Ben Salah a été un échec incontestable.

Habib - Et donc un échec de ce qui aurait pu être une alternative à cette dépendance.

Sophie - Oui ce qui aurait pu être une alternative. Mais on ne transforme pas comme ça des paysans en salariés. Voilà, ce n'est pas de cette façon-là, sans leur donner la parole, sans leur demander leur avis. Et c'est ça le problème. Et d'une certaine façon, même si après on a reconduit d'autres erreurs en Tunisie, là où ces socialismes ont duré plus longtemps qu'en Tunisie, parce qu'en Tunisie ça a duré assez peu de temps, de 1962 à 1969.

Vous prenez un pays comme l'Algérie par exemple. L'Algérie a une agriculture, la fameuse révolution agraire de l'époque Boumediene, a une agriculture totalement sinistrée alors qu'à l'époque coloniale c'était un pays exportateur. Je ne dis pas cela pour louer la colonisation puisque la richesse agricole de la colonisation s'est faite au détriment des autochtones, bien entendu, en appauvrissant globalement la paysannerie des pays colonisés. Et donc cette extraction de la plus-value agricole s'est faite au bénéfice exclusif de la colonisation bien évidemment, mais il n'empêche que c'étaient des terres qui donnaient et qui étaient généreuses.

Aujourd'hui, bien entendu un pays comme la Tunisie ne pourra jamais être totalement autosuffisant. Parce que, vu que la Tunisie est située en zone semi-aride et qu'elle va être touchée de plus en plus par l'aridité, il est évident que l'autosuffisance céréalière est inatteignable en Tunisie en blé tendre. Pour autant, la Tunisie a réussi à être relativement autosuffisante en viande bovine, en lait, et cetera, mais au prix donc d'une industrialisation de l'agriculture dont aujourd'hui on mesure les conséquences.

Habib - Et au prix d'une aggravation de la dépendance en céréales.

Sophie – Non, de la dépendance aux nourritures du bétail. C'est à dire que la Tunisie est autosuffisante aujourd'hui pratiquement en lait, en viande bovine, en viande ovine et en volailles, mais elle importe la quasi-totalité de son alimentation du bétail.

Habib – Pour revenir un peu au livre, pendant longtemps, je croyais que vous étiez géographe.

Sophie - Non, je suis historienne. Alors évidemment vous connaissez le système scolaire français, universitaire français, quand on fait de l'histoire, on fait de la géographie. Donc évidemment, ma licence d'histoire géo, alors on avait deux tiers d'histoire un tiers géo dans le programme et à l'agrégation, c'est pareil, c'était deux tiers histoire, un tiers géo. Voilà donc j'ai fait de la géographie puisque c'est le système français.

Habib - Mais votre approche aussi, le livre encore une fois de L'arme alimentaire, c'est un livre de géopolitique !

Sophie - Oui, c'est un livre de géopolitique, bien sûr, bien sûr, incontestablement, c'est un livre de géopolitique. Mais la question alimentaire est un sujet de géopolitique.

Habib - Et la question alimentaire est aussi une question historique.

Sophie - Absolument.

Habib - Parce que cela remonte à loin. Et moi, j'ai l'habitude de parler de construction de la dépendance alimentaire.

Sophie - La dépendance alimentaire se construit effectivement. Maintenant évidemment, la Tunisie a connu, bien avant la période coloniale, des périodes de disette, des périodes de détresse alimentaire. Elle n'a jamais été autosuffisante de façon pérenne.

Bien sûr, à l'époque romaine on parlait, à l'époque punique on parlait de la richesse agricole, de la chôra qui était le domaine agricole de Carthage. C'est vrai, on sait qu'on cultivait des céréales jusqu'à Gafsa, que c'était une région céréalière extrêmement importante. C'était la trilogie méditerranéenne, vous savez c'est le blé, la vigne, l'olivier. Donc il est évident qu'à l'époque punique, à l'époque romaine, la Tunisie était un des greniers de Rome. Incontestablement, et jusqu'au II^e siècle, ça a été un grenier à blé de Rome. Et puis après, l'empire avait besoin d'huile. Donc la Tunisie, ce qui était à l'époque l'Ifriqiya, l'Africa romaine, alimentait l'Empire et alimentait la capitale en huile. Donc effectivement, la Tunisie a toujours été exportatrice. Mais il ne faut pas oublier la population de la Tunisie de l'époque. C'est à dire jusqu'à l'époque coloniale, la population tunisienne a tourné entre deux millions et demi et 1 million.

Le XIX^e siècle, avant l'occupation coloniale a été une période extrêmement dure pour la Tunisie. Une période catastrophique, une période de détresse agraire, de sécheresse, de choléra. Et la population tunisienne du XIX^e siècle a diminué pratiquement de moitié. Au moment de l'occupation coloniale, de la conquête, on était à peine un peu plus d'un million d'habitants.

Habib - Est ce que vous avez été activiste politiquement parlant, est-ce que vous étiez engagée à un moment ou un autre politiquement, quelque part ?

Sophie - Dans ma jeunesse, oui. Je suis arrivée à Paris en octobre 1965 pour mes études supérieures. Donc je suis rentrée en hypokhâgne en octobre 1965 et j'ai tout de suite adhéré à la section étudiante du Parti communiste tunisien à l'époque. Donc j'ai milité au Parti communiste tunisien, il y avait à l'époque beaucoup d'étudiants tunisiens à Paris, et donc c'était une question presque je dirais généalogique, puisque mes parents avaient été communistes.

Mon père avait été un dirigeant du Parti communiste tunisien, puis des militants, enfin mes parents se sont éloignés du parti à partir des années 1965, à peu près, à partir du moment où mon père a été nommé au Cameroun et où les désillusions vis à vis du communisme ont commencé. Encore que mes parents étaient très réservés par rapport à l'invasion de la Hongrie par les troupes soviétiques en 1956.

Enfin moi en arrivant à Paris, la première chose que j'ai fait, c'est d'adhérer au Parti communiste.

Habib - Et vous étiez restée active combien de temps, politiquement je veux dire, dans une organisation ou un parti, le PCT ou ailleurs ?

Sophie - Je suis restée trois ans à peu près au Parti communiste tunisien. Et puis j'avais des divergences extrêmement importantes qui font que je l'ai quitté. J'ai quitté le Parti communiste tunisien en 1968.

Habib - Et on peut savoir la nature de la divergence ?

Sophie - Les divergences, si je me souviens, certaines d'entre elles. J'avais donc 20 ans en mai 68 et j'ai fait tout mai 68 à Paris. Le parti était contre mai 68 au départ, comme le PCF, le parti tunisien suivait la ligne du PCF et donc c'était une révolte étudiante petite bourgeoise, les masses ouvrières n'étaient pas impliquées et d'ailleurs le PCF a adhéré à Mai 68 à partir du moment où il y a eu la grève générale, où les ouvriers ont rejoint et capté le mouvement. Donc moi j'avoue que c'était une révolution qui me plaisait, mai 68. Je me retrouvais dans cette explosion.

Et puis je n'étais pas d'accord sur des choses plus importantes. C'est à dire qu'à l'époque, évidemment, le Parti communiste tunisien suivant en cela le PCF, c'était la grande époque de la scission Union soviétique/Chine. Et je pensais qu'il ne fallait pas être aussi antichinois que, je n'étais pas prochinois, je n'ai jamais été maoïste, absolument jamais. Le maoïsme ne m'a jamais tentée. Mais j'estimais qu'on n'analysait pas assez les situations géopolitiques mondiales et puis qu'on était trop suivistes de l'Union soviétique.

Donc j'avais vraiment des divergences de fond qui m'ont fait quitter le parti et j'avais beaucoup d'amis dans le mouvement Perspectives. Mais je n'ai jamais adhéré. En fait, j'ai été proche des Perspectives parce que je m'étais promis en quittant le parti, je me suis dit que je n'adhérais plus jamais formellement à aucun parti. Je pouvais être compagne de route, mais sans adhérer. Donc voilà, j'ai été proche des Perspectives.

Habib – Intellectuellement, la chercheuse, vous êtes toujours un peu marxiste ?

Sophie – Oui. Marx a été un des penseurs les plus importants de l'époque moderne, de l'époque contemporaine, si on fait partir comme le veut la doxa des historiens, l'époque contemporaine à la Révolution française. Donc, c'est un des penseurs les plus importants et il demeure un des penseurs les plus importants de l'époque contemporaine. Donc évidemment l'échec du communisme réalisé a fait, comme on le dit vulgairement, jeter le bébé avec l'eau du bain et se dire marxiste aujourd'hui est presque mal élevé. À certains égards, oui, je suis restée marxiste. Oui, j'utilise la pensée de Marx pour continuer à penser, je ne suis pas léniniste, voilà.

Je pense qu'au fond, ce qu'on a appelé les marxistes n'ont cessé de défigurer la pensée de Marx. Et le léninisme est un dévoiement de la pensée marxiste, même si la pensée de Marx a donné des arguments à ceux qui l'ont dévoyée. Mais c'est un dévoiement. Je pense que même si Marx a employé le terme de dictature du prolétariat, certes c'est une invention marxienne, la dictature du prolétariat. Mais je ne crois pas que Marx pouvait penser que la dictature du prolétariat s'incarnerait dans la figure du stalinisme, par exemple. Voilà, donc le communisme réalisé a été un tragique dévoiement d'une des pensées les plus riches de l'époque contemporaine.

Habib - Et est-ce que ce positionnement ou cette adhésion au Parti communiste, est-ce que c'est ça ce qui vous a coûté la possibilité d'avoir un poste en Tunisie ?

Sophie – Non. Je ne pense pas. C'est parce que j'étais juive. Non je ne pense pas. Alors juive et communiste évidemment on accumule les tares ! On double le problème, bien sûr, mais je pense que c'est bien davantage ma judaïté, mon appartenance à la minorité juive que mon appartenance au PC. D'autant que j'avais déjà quitté le PC. Bon bien sûr j'étais proche de l'extrême gauche tunisienne à l'époque, mais j'ai eu l'agrégation en 1972, donc j'ai demandé un poste à Tunis en 72, en 73, en 74, trois ans de suite, en 74, j'ai abandonné. Mais je me souviens parce que j'ai retrouvé, j'ai rangé ma correspondance récemment pour pouvoir nettoyer mes tiroirs et mes caisses et j'ai retrouvé mes demandes. Et la dernière demande date de 1974. Voilà. Et j'ai retrouvé les lettres de refus disant qu'il n'y avait pas de poste pour moi. Alors qu'à l'époque, le nombre d'agrégés tunisiens était extrêmement restreint, il y en avait très peu. Depuis le début des années 60, la Tunisie ne voulait plus de fonctionnaires juifs, alors certains ont perduré un peu plus longtemps. Mais au début des années 70, il n'y avait plus aucun fonctionnaire juif en Tunisie.

Habib - Vous connaissiez Gilbert Naccache à l'époque ?

Sophie – Oui je l'ai connu bien sûr, puisqu'il a même habité, en sortant de prison, l'appartement que nous louions à Tunis et comme on n'était pas à Tunis, ma mère lui avait prêté l'appartement que nous occupions.

Donc moi j'ai connu les historiques de Perspectives, surtout Nouredine Ben Khedher, je n'ai jamais été très proche de papy. J'étais par contre très proche de Nourredine. Je l'ai connu entre ses deux séjours en prison, je l'ai connu en 71, 72. C'est à dire que quand ils avaient bénéficié de la grâce présidentielle, qui était une grâce conditionnelle et donc ils ont passé un an tous, un peu plus, un an et demi quelque chose comme ça, en résidence surveillée. Et Nourredine était en résidence surveillée si mes souvenirs sont bons à Jbeniana et c'est là que je l'ai connu. Donc en 71, 72, je ne sais pas exactement quand ils ont été remis en prison, il faudrait vérifier les dates je les ai un peu oubliées, et c'est là que j'ai connu les principaux dirigeants de Perspectives. Nourredine évidemment je l'ai revu après sa libération, mais nous avons été liés par une amitié très profonde avec Nourredine, avec Rachid Benalouna aussi, j'ai travaillé avec Rachid parce que j'avais fait un stage à l'association de sauvegarde de la Médina, à l'ASM, durant l'été 1971 et mon patron était Rachid Benalouna. J'avais travaillé avec Rachid et là aussi, nous sommes restés amis. Donc j'ai connu papy aussi mais je crois que j'ai connu papy seulement en 79, quand il est sorti de prison. Je ne crois pas l'avoir connu dans cet entre-deux de liberté qu'ils ont connu.

Sophie - J'ai, j'ai été très proche de Ahmed Ben Othman puisqu'on a même écrit un bouquin ensemble.

Habib - Cherif Ferjani, je ne sais pas à quel moment...

Sophie - Cherif je l'ai connu plus tard. Parce que Cherif, c'est un peu la génération d'après, Cherif, Fathi Ben Haj Yahia, Hichem Abdessamad, qui sont tous d'excellents amis mais je les ai connus un peu plus tard.

Habib – Salaheddine Amami

Sophie – Slaheddine Amami, bien sûr, je l'ai connu, bien sûr.

Habib - C'est quelqu'un qu'on regrette

Sophie - Absolument. C'est quelqu'un qui manque. Son apport a été fondamental, fondamental.

Habib - Et vous l'avez connu personnellement ?

Sophie - Je l'ai connu personnellement.

Habib - C'était un marxiste ?

Sophie - Tout à fait. Mais vous savez, il y a quelque chose de très intéressant en Tunisie. Ce qu'on peut appeler cette génération Perspective, un peu plus âgée que moi, disons. Que ce soient les Noureddine Ben Khedhr, les Ahmed Smaoui, les Mohamed Charfi, les Slah Amami, tout ça, ont donné les cadres les plus compétents de la Tunisie des années 70 et 80 quand ils ont été libérés. Ceux qui ont été libérés à la fin des années 70, au début des années 80, ils ont donné la fine fleur de l'élite intellectuelle tunisienne, même quand ils ont cessé de militer. Même quand ils ont cessé d'être des militants, ont cessé d'être des activistes politiques. Mais l'histoire de cette génération, il y a eu des études sur le mouvement Perspectives, l'histoire globale de cette génération reste à écrire.

Habib - Est-ce que vous avez des professeurs, je parle du côté académique ou de formation intellectuelle, des professeurs, des hommes et des femmes qui vous ont marquée ?

Sophie - Tunisiens, vous voulez dire ?

Habib - Tunisiens et étrangers.

Sophie - Moi je n'ai jamais fait mes études en Tunisie. J'ai fait toutes mes études en France, de l'Hypokhâgne à l'agrégation. Donc les profs qui m'ont marquée, bon en Tunisie, elle a marqué des générations.

J'ai passé mon premier trimestre de classes terminales en philosophie au lycée franco-éthiopien d'Addis Abeba et après on est rentré à Tunis et j'étais au lycée Carnot. À partir de janvier, j'étais à Carnot et on avait comme prof de philo madame Kamech, qui était la sœur d'Alain Krivine. Et donc elle avait épousé un Tunisien et elle a enseigné à des générations d'élèves tunisiens. Après, elle a divorcé, mais elle est restée en Tunisie. Et donc madame Kamech a formé des générations de Tunisiens en philosophie. Et voilà une des professeurs en Tunisie qui m'a marquée incontestablement, qui a marqué des générations d'élèves de philosophie, elle était très pédagogue.

Ensuite à Paris j'ai eu la chance d'avoir un certain nombre de professeurs prestigieux dont par exemple Albert Soboul que j'ai eu comme prof deux ans de suite. Soboul, je

l'ai eu en licence. Il donnait un cours sur la Révolution française, c'était un personnage Soboul, vraiment un personnage. Et après je l'ai eu en cours d'agrégation aussi parce qu'il donnait un cours sur la Révolution anglaise. Bon, en géographie, j'ai eu Jean Dresch comme prof. À l'époque c'était encore les Jean Dresch, Despois n'était plus prof à l'époque, mais j'ai eu Pierre Georges également en géographie urbaine. Voilà donc il y avait encore des espèces de, ces personnages qui ont marqué des générations d'étudiants.

Habib – Est-ce que vous avez lu en profondeur, en tant qu'universitaire, enfin une démarche académique, Ibn Khaldoun ?

Sophie - Indispensable, indispensable pour écouter. On ne peut pas ne pas lire Ibn Khaldoun, c'est impossible. Je n'ai pas lu tout Ibn Khaldoun, parce que bon, mais bien entendu j'ai lu la Muqaddima, j'ai lu l'histoire des Berbères. Ibn Khaldoun est un personnage tout à fait étrange, au XIV^e siècle donc si mes souvenirs sont bons. On en parle, mais à juste titre je crois comme l'inventeur de la sociologie, d'une certaine façon. Il est novateur en tout. Dans ses analyses. Il était socialement extrêmement conservateur. C'était un homme extrêmement conservateur. Il était Cadi, il avait été Cadi malékite au Caire. Bon, il a une vie politique extrêmement agitée, mais il a donné des clés de lecture. C'est fou la pensée de Ibn Khaldoun. Il a donné des clés de lecture des sociétés maghrébines, dont certaines sont encore opératoires aujourd'hui. C'est ça qui est fascinant chez Ibn Khaldoun, c'est qu'aujourd'hui on peut encore être Khaldounien ou pas Khaldounien, mais ses clés de lecture sont opératoires et c'est extrêmement fascinant pour un penseur du XIV^e siècle quand même.

Habib - Je veux revenir un peu au début de votre itinéraire personnel. Quel genre de jeune femme vous étiez ? Je veux dire vos lectures, votre vie ? Est-ce que vous avez eu facilement accès aux livres ?

Sophie - J'ai eu la chance et c'est peut-être une de mes plus grande reconnaissance à mes parents, je suis née dans une bibliothèque. Voilà donc j'ai eu un accès aux livres dès ma plus tendre enfance. La maison était remplie de bouquins et j'avais accès à tout. C'est à dire que mes parents n'ont pas, n'ont jamais caché des bouquins que je ne devais pas lire. Donc j'ai eu accès absolument à tout, très jeune. Et effectivement, la lecture est pour moi une des choses les plus importantes qui puissent exister.

Ma jeunesse a été à la fois, je vous l'ai dit, une jeunesse militante, une jeunesse studieuse. J'étais une grosse bosseuse, je crois, même si j'ai eu quelques années dans le secondaire où j'étais totalement cancre. Ce qui n'a pas empêché, au fond, de m'amuser, d'avoir des amours, d'avoir des liaisons, heureusement. Je veux dire je n'ai jamais été un pur esprit. Mais en fait, bon quand j'étais en terminale à Tunis, c'était la période où les jeunes, c'était les surboums, voilà, je faisais partie de cette jeunesse-là. Ensuite de quoi pendant ma période d'études, je ne me suis pas tellement amusée. C'est plus tard que j'ai commencé à avoir un peu plus le sens de la fête en me disant qu'on ne peut pas passer sa vie à faire des choses sérieuses. Voilà, ça ne suffit pas.

Mais pour moi, la lecture, alors évidemment, j'ai toujours lu des bouquins de boulot ou des bouquins, aussi bien du fait de mes convictions politiques donc j'ai lu beaucoup d'auteurs marxistes, évidemment, lu, relu, plongé dans cette littérature politique et

cette littérature philosophique, évidemment des historiens, des économistes après quand j'ai commencé à faire de l'économie, on parlait de L'arme alimentaire tout à l'heure, j'ai lu évidemment les classiques de l'économie, mais toute ma vie, je ne me suis jamais cantonnée à cela et j'ai toujours lu énormément de littérature, énormément. Pour moi, me priver de littérature, me priver de romans, me priver de poésie, j'ai toujours lu énormément de poésie, ce serait me priver d'une partie importante de moi-même et donc j'ai toujours, même maintenant, en chantier lecture, toujours deux bouquins, un bouquin de boulot, appelons-les comme ça et un roman.

Habib - Vous lisez aussi en arabe ?

Sophie - Très mal, alors j'ai fait de l'arabe parce que mes parents tenaient absolument à ce que je sois arabisante. Donc, quand j'étais gosse, je me souviens que j'avais des cours d'arabe. A la maison on parlait français et italien, on ne parlait pas l'arabe. L'Arabe était une langue annexe, l'arabe dialectal. Il faut bien en convenir, comme dans beaucoup de familles de la bourgeoisie juive qui avait été linguistiquement francisée, même si mes parents se sentaient 100 % tunisiens. Mais l'arabe n'a pas été ma langue maternelle. En revanche, c'était beaucoup plus dans les classes populaires juives que l'arabe était la langue maternelle. Mais dans la bourgeoisie juive, c'était linguistiquement francisé.

Habib - Et la famille était plutôt conservatrice, en termes de normes ?

Sophie - Non libérale, très libérale. Mes parents, comme je vous l'ai dit, étaient communistes et du côté de, par exemple sur le plan religieux, à part mes parents donc j'ai eu une éducation totalement incroyante et laïque, mais même du côté de mes deux familles de grands-parents, c'était un judaïsme très libéral en fait. Du côté de ma famille paternelle, mon grand-père, qui était un notable, respectait les grandes fêtes, c'est tout. Mais moi, je n'ai jamais su quand j'étais gosse, que c'était un shabbat, que c'était. Il n'y avait pas de pratique quotidienne de la religion. Aucune, absolument aucune. Et du côté de ma grand-mère maternelle, ça aussi, c'était les grandes fêtes respectées et son seul respect du shabbat de ma grand-mère maternelle, qui était croyante, c'était une très grosse fumeuse, elle ne fumait pas le samedi, c'est tout ! Voilà.

Habib - C'est une manière comme une autre !

Sophie - Mais par exemple, après on m'a raconté plus tard les gens qui n'allumaient pas le gaz, qui n'allumaient pas l'électricité, moi je n'ai jamais connu ça, jamais. Donc j'ai eu une éducation très laïque et donc dans mes deux familles, c'était un judaïsme extrêmement libéral, extrêmement libéral. Donc je n'ai pas eu d'éducation religieuse. Bon je connaissais les grandes fêtes. Voilà.

Habib - Oui, bien sûr. Les grandes fêtes, c'est un peu l'esprit familial.

Sophie - Voilà, c'est l'esprit familial. On était réunis pour les grandes fêtes chez mes grands-parents. Voilà donc mon éducation est une éducation parfaitement laïque.

Habib – La Tunisie, vous connaissez bien, vous vous êtes promenée partout.

Sophie - Mon père d'abord, avant d'être viré du ministère de l'Agriculture, a été un haut fonctionnaire du ministère de l'Agriculture. C'était un agronome mon père et je peux dire que cet homme connaissait la Tunisie, village par village, parce qu'il était, je me souviens le mot clé de la vie professionnelle de mon père quand j'étais gosse, c'était « Je suis en tournée ». Mais vraiment, il connaissait la Tunisie rurale, la Tunisie paysanne, la Tunisie agricole comme sa poche et en fait, il l'avait connue de deux façons. En tant que militant du PC d'abord parce qu'il faisait pour le parti, parce qu'il avait été permanent du parti un certain temps, il faisait pour le parti des tournées. Et puis après, en tant que fonctionnaire du ministère de l'Agriculture. Et effectivement, je crois que ma mère qui était prof d'histoire géo, donc vous voyez que j'ai une filiation, a enseigné d'abord à Sadiki Resada pendant plusieurs années et ensuite au collègue Alaoui. Elle était prof d'histoire géo, elle a démarré comme géographe et après elle est devenue historienne.

Habib - Être juif, agronome à l'époque et militant politique, pour le terrain, rencontrer les gens, faire des enquêtes, poser des questions, boire le thé, c'était un obstacle le fait d'être juif ?

Sophie - Je ne crois pas. Alors vous savez en Tunisie, il y a un vieil antijudaïsme traditionnel, si je puis dire, vous connaissez des formules aussi bien que moi. Mais je crois que dans le métier de mon père non, non. En fait d'une certaine façon, on peut dire que ce sont les élites politiques qui ont construit une Tunisie exclusivement arabo-musulmane en ne tenant pas compte des minorités, je le disais dans un colloque récent. C'est une des impasses de la construction Bourguibienne, me semble-t-il. Vous savez que quelques semaines après l'indépendance a été adopté l'article premier de la Constitution tunisienne, donc la Tunisie est un pays arabe et musulman. Très vite, en fait, les minorités allogènes ont été priées de partir et certaines qui existaient avant la colonisation, comme les Italiens comme les Maltais.

La minorité juive, vous avez une petite partie de la minorité juive qui est partie par conviction sioniste dans les années 50. Il y a eu des sionistes, des juifs sionistes en Tunisie, surtout dans les milieux les plus populaires d'ailleurs, parce que c'étaient des milieux très religieux en même temps, les milieux populaires juifs. Et donc il y avait cette espèce de messianisme du sionisme qui était retourner en terre promise. Il y avait tout un discours messianique autour du sionisme, qui a séduit une partie de la population juive tunisienne. On évalue à peu près à 25 % la population juive tunisienne, la proportion de juifs tunisiens qui sont partis en Israël dans les années 1950. Les autres ont été poussés au départ en réalité par une série de discriminations plus ou moins évidentes, plus ou moins cachées, plus ou moins fortes, et cetera Et donc, d'une certaine façon si les élites politiques avaient eu un autre comportement les choses ne se seraient pas passées comme ça, probablement.

Mais au niveau du quotidien, je crois que mon père, qui était un ruraliste, n'a jamais été empêché de prendre le thé avec personne du fait de sa judéité. Jamais.

Habib - Je crois que c'est Gilbert qui me disait que le fait d'être agronome dépassait le fait d'être juif.

Sophie - Absolument. Et ça peut s'appliquer à mon père. Et mon père aimait cette vie-là. Mon père était, bien qu'issu de la grande bourgeoisie, mais mon père aimait cette

vie simple de la campagne. Il ne prenait jamais autant de plaisir que de partager un casse-croûte avec des paysans. Et ça, ça crée des liens, au-delà de juif, musulman et cetera. Vous partagez le casse-croûte avec quelqu'un, c'est ça qui est important.

Habib - Vous êtes passée par Jeune Afrique, qu'est-ce qui vous emmenée là-dedans ?

Sophie - C'est très marrant, je ne regrette pas. Ça a été de très belles années professionnelles pour moi Jeune Afrique, même si Jeune Afrique est un journal tout à fait particulier, on va dire. Je suis entrée à Jeune Afrique par hasard. C'est une expérience journalistique extrêmement intéressante. Je suis entrée à Jeune Afrique pratiquement par hasard.

Comme j'ai quitté ce journal agricole qui s'appelait Afrique Agriculture donc après L'arme alimentaire, c'était un ami tunisien de mon père, Bakar Touzani, qui avait été ministre en Tunisie et qui aimait beaucoup mon père, et Bakar Touzani m'a dit Tu es faite pour Jeune Afrique. Moi, je n'avais jamais pensé à Jeune Afrique. Et donc, comme il était très ami avec Béchir Ben Yahmed, il me présente, je vous passe les détails, et Béchir Ben Yahmed m'engage à Jeune Afrique.

Et en fait ça a changé ma vie, donc c'est quelque chose de très important mon entrée à Jeune Afrique, dans la mesure où, d'abord Afrique Agriculture m'avait permis de rester connectée à l'Afrique subsaharienne, bien sûr, et donc en fait ma trajectoire professionnelle a correspondu tout à fait avec ce que j'avais envie de faire, c'est à dire rester connectée à l'Afrique, que ce soit l'Afrique du Nord ou l'Afrique subsaharienne pendant des années de ma vie, parce que je suis resté à Jeune Afrique à plein temps pendant dix ans. Ensuite, de quoi à temps partiel mais important pendant sept ou huit ans. Et donc ce continent, ses problèmes, ses questions, ses paysages, ses élites me sont familiers.

Et donc, pour moi, même si j'ai eu quelques différends importants avec Ben Yahmed sur des questions politiques, ça a été des années professionnelles extrêmement riches. Puis il faut bien dire des choses, Ben Yahmed avait des ambiguïtés politiques tout à fait grandes, avait un peu trop d'amitié avec un certain nombre de chefs d'Etat, on peut faire toutes les critiques que l'on veut à Jeune Afrique, était financièrement peu transparent, on va dire - je cherche des formules acceptables - financièrement peu transparent, mais Béchir Ben Yahmed avait été un grand journaliste et Jeune Afrique était une école tout de même. Jeune Afrique était une école et je peux dire que j'étais un peu la caution de gauche de Jeune Afrique.

Sur la Tunisie j'écrivais en binôme, on écrivait beaucoup en binôme avec Souhayr Belhassen et on écrivait beaucoup. La seule fois, je crois où Ben Yahmed a censuré, il y avait une lettre qui s'appelait Maghreb Confidentiel je crois quelque chose comme ça, c'était à l'époque de Mzali, mais j'ai oublié la raison et mon petit papier n'était pas paru. Jusqu'à la mort de Ben Yahmed il y a deux ans, j'avais gardé des relations, bonnes relations avec lui et j'écrivais un ou deux articles par an dans sa revue, par fidélité mais j'étais passé à autre chose. J'avais retrouvé mon métier d'historienne. Mais je sais que quand j'ai sorti mon Histoire de la Tunisie en 2019, il avait été enthousiasmé par cette histoire et donc il l'avait offert à plein de gens, enfin il avait été très, très laudatif, ce qui m'avait évidemment fait plaisir.

Habib – Il ne la connaissait pas si bien, il n'avait pas cette connaissance historique de la Tunisie ?

Sophie - Non, bien sûr. Ce n'était pas un historien Ben Yahmed. Il avait une connaissance très intime de la Tunisie contemporaine. Il avait été un Bourguibien convaincu. Il l'est resté toute sa vie d'ailleurs malgré les critiques qu'il a pu faire à Bourguiba, malgré les avanies qu'il a pu connaître, c'était un Bourguibiste à 2 000 %. Voilà. Mais il ne connaissait pas toute l'histoire de la Tunisie.

Habib - Vous avez aussi écrit un livre.

Sophie - Avec Souhayr Belhassen oui, une biographie de Bourguiba.

Habib - Et quelle était votre relation ?

Sophie - Mais ça, c'était une commande de Ben Yahmed. Avec Bourguiba aucune, je ne l'ai jamais rencontré de ma vie.

Habib - Mais intellectuellement, politiquement ?

Sophie - Ma génération a été, comment dire, a bu du Bourguiba comme du buvard. Bourguiba était omniprésent chez les gens de ma génération. Donc il y avait une sorte de connaissance intime du personnage, même sans jamais l'avoir connu. Il a formaté des générations de Tunisiens. Sa voix, ses attitudes, sa parole, sa politique, donc on peut dire que sans jamais avoir rencontré cet homme, j'ai eu une très grande intimité avec lui.

Habib - Et le fait d'être femme, ça fait partie de cette relation ?

Sophie - Oui, alors c'est très marrant l'argument, parce que le livre, la biographie de Bourguiba, nous avait été commandé par Béchir Ben Yahmed, à Souhayr Belhassen et moi. Donc c'est lui qui a dit Je veux une biographie de Bourguiba accessible, je ne veux pas un ouvrage pour les savants. Je veux un ouvrage qui puisse être lu par tout le monde. Et il avait essayé de faire écrire une biographie de Bourguiba. Et un jour il a comme le « Euréka » d'Archimède, il faut que je mette Souhayr Belhassen et Sophie Bessis ensemble pour écrire cette biographie. Souhayr Belhassen, journaliste qui avait beaucoup écrit sur la Tunisie, qui connaissait la Tunisie contemporaine, Sophie Bessis historienne, ça va super bien marcher ensemble. Et ça a très bien marché, effectivement.

Et nous avons dit d'accord à condition qu'il n'y ait pas de censure, qu'on dise ce qu'on veut. On ne sait pas ce qu'on va trouver, mais qu'on dise ce qu'on veut. Et donc on a écrit ce Bourguiba en toute liberté, par rapport à Ben Yahmed, en toute liberté. Entre 1985 et 1988 Bourguiba était encore vivant, et à l'époque il y avait beaucoup de gens qui étaient encore vivants parmi ses compagnons de la première heure. Donc on a interviewé tout le monde sauf ceux qui n'ont pas voulu être interviewés, il y en a quelques-uns qui n'ont pas voulu être interrogés.

Donc voilà, ce livre est sorti en 88 aux éditions Jeune Afrique à l'époque. D'abord, c'était une biographie non autorisée, donc parfaitement libre. Et je crois que c'est un

livre qui a très bien marché parce que c'est un livre libre, non autorisé et qui a essayé de dire le maximum de choses sur le personnage, qui a fait une généalogie du personnage et qu'il a intégré dans son environnement historique, politique.

Habib - Et c'est un livre qui n'a pas été interdit en Tunisie à ma connaissance.

Sophie – Il n'a jamais été interdit. Et puis après, parce qu'il a été épuisé, il a été réédité en 2012 aux éditions Elyzad. Et là, je crois qu'il va être réédité parce qu'il est encore épuisé.

Habib - Vous avez travaillé, publié, écrit des choses sur les femmes tunisiennes et arabes.

Sophie - Oui.

Habib - C'était le côté militant, c'était le côté intellectuel ?

Sophie – Les deux.

Habib -. Et de l'engagement !

Sophie - Bien sûr, de l'engagement qui est quelque chose de central. Donc, très vite, j'ai commencé à écrire des articles sur les femmes. Et on avait accumulé Souhayr de son côté et moi de l'autre, énormément de connaissances sur les femmes du Maghreb. Et donc on a décidé en 1990 d'écrire un bouquin ensemble et c'est mon premier bouquin, c'est nôtre, ça s'appelle Femme du Maghreb qui est sorti en 1992. Donc je l'ai écrit avec la collaboration de Souhayr. Et puis après j'en ai écrit un autre, toute seule cette fois-ci, en 2007, plus large sur le monde arabe qui s'appelle « Les Arabes, les femmes, la liberté ». Et puis j'ai écrit une infinité d'articles sur les femmes, ça ferait quatre ou cinq volumes.

Habib – Vous étiez militante féministe ?

Sophie – Je me considère comme féministe oui. J'ai depuis sa création ma carte de l'Association tunisienne des Femmes démocrates. Mais que ce soit dans le domaine des femmes, que ce soit dans d'autres domaines, bien que toute écriture soit située, c'est l'évidence, il n'y a pas d'écriture qui tombe du ciel, comme disent les psychanalystes D'où parles-tu ? Mais je pense que quand on veut écrire quelque chose de sérieux, soit on décide de faire un bouquin militant, ça c'est autre chose, mais le chercheur - ou la chercheur dans mon cas - doit laisser sa militance de côté. Maintenant si j'ai écrit sur les femmes, c'est que je suis engagée en faveur des femmes, évidemment. Mais même les deux bouquins que j'ai écrits, tous les articles que j'ai écrits sont du travail de chercheur.

Habib - Mais c'est toujours l'engagement qui a dirigé vos réflexions, vos travaux, vos explorations, vos écrits ?

Sophie - Je dirais plutôt qu'il y a toujours une part d'engagement dans ce que j'ai écrit. Depuis L'arme alimentaire jusqu'à, c'est à dire si je prends ce que je considère être mes bouquins les plus importants, comme « l'Occident et les autres », que j'ai sorti en

2000 avec le sous-titre qui s'appelle Histoire d'une suprématie, ce livre qui est pour moi, je pense, un des plus importants, c'est évidemment un livre situé. C'est à dire que le point de vue a toujours été un point de vue du Sud. Je me considère, bien que de culture française, je ne nie pas ma part française qui est très importante. J'ai toujours écrit en français, ma langue de travail, ma langue de vie est la langue française, même

Donc ma part française. Je n'ai jamais eu pour objet de nier cette part française en moi qui est une part essentiellement culturelle. Mais je suis tunisienne, même si je me suis toujours posé la question de savoir si j'étais, enfin c'est la société tunisienne qui me pose la question, ce n'est pas moi, si je suis une Tunisienne à part entière ou une Tunisienne entièrement à part. C'est peut-être les deux à la fois, vous avez tout à fait raison. Je suis à la fois une Tunisienne à part entière et une Tunisienne entièrement à part.

Mais mon écriture est une écriture située, donc dans « l'Occident et les autres » je fais une critique mais aucun de mes bouquins n'a jamais été un pamphlet. C'est à dire que même quand je fais une critique radicale, par exemple de la posture de l'Occident comme posture de suprématie absolue, jamais dans un langage pamphlétaire, jamais. Mais ce sont des bouquins engagés. C'est évident que « l'Occident et les autres » est un bouquin dans lequel la part d'engagement est très important. Sinon, je n'aurais pas lu l'histoire de cette manière. Et même dans mon « Histoire de la Tunisie », là c'est un livre où j'ai tous les canons académiques des livres d'histoire. Pour autant, on peut se poser la question pourquoi j'ai écrit une histoire de la Tunisie.

Habib – J'allais poser la même question.

Sophie – Voilà, pourquoi j'ai écrit une Histoire de la Tunisie ? Et pourquoi m'a-t-on demandé de l'écrire ? L'histoire de la Tunisie, de Carthage à nos jours.

Habib - Qui vous a demandé ?

Sophie - Un jour les éditions Tallandier, c'est LA maison d'édition historique en France, les éditions Tallandier, et qui a une collection de gros bouquins d'histoire sur l'histoire des pays. Une éditrice de la maison Tallandier m'appelle et me dit On voudrait que vous écriviez une histoire de la Tunisie des origines à nos jours. Première question que je lui pose c'est pourquoi moi ? Et elle me répond on a cherché, tout le monde nous a dit Sophie Bessis.

Je n'ai pas dit oui tout de suite. J'ai pesé le pour et le contre parce que je savais que c'était un tunnel dans lequel j'entrais et qu'à des périodes, moi je suis contemporainiste en histoire. Donc il y a des périodes de l'histoire de la Tunisie, en particulier la période médiévale, à part le nom des grandes dynasties je ne connaissais pas grand-chose d'autre. Donc j'ai travaillé pendant près pratiquement un an sur la période médiévale. Et puis j'ai fini par dire oui. J'ai réfléchi un mois, quelque chose comme ça, j'ai consulté mes amis à Tunis. Tout le monde m'a dit tu dis oui. Donc j'ai dit oui.

Et donc c'est un point de vue. Toute histoire est un point de vue. Ce que j'ai essayé de faire dans ce livre, c'est de déconstruire le roman historique. Tout pays a son historique, bien sûr, et tout historien a pour devoir non pas d'alimenter le roman

historique, mais de le déconstruire. Et c'est ce que j'ai essayé de faire et essayé autant que faire se pouvait d'écrire une histoire de la Tunisie qui se rapproche le plus possible de la véracité historique. Et en fait, bien que ça a été un boulot extrêmement ardu, difficile, je ne regrette pas un seul instant d'avoir écrit cette histoire dans la mesure où sa réception a été excellente, formidable. Et ça montre au fond les contradictions de ce pays. Parce que si je vous disais il y a un instant que je suis à la fois une Tunisienne à part entière et une Tunisienne entièrement à part, eh bien tous les Tunisiens qui ont lu cette histoire, et les Tunisiennes, où je ne celle aucun des problèmes qu'a rencontrés la Tunisie au cours de 3000 ans d'histoire, l'ont considérée comme une histoire de la Tunisie écrit par une Tunisienne. C'est comme ça que c'est comme ça que ce livre a été perçu à ma grande joie.

Habib - En France, vous êtes considérée comme Tunisienne ?

Sophie - Ça, c'est très compliqué. Vous savez, partout dans le monde, peut-être particulièrement en France, on aime bien mettre les gens dans des tiroirs. Moi on ne peut me mettre dans aucun tiroir. Oui, je suis française, mais je ne suis pas tout à fait française. Je suis tunisienne mais enfin, quand on veut dans l'université ou dans les milieux officiels, solliciter des Tunisiens, sans aucun antisémitisme la question n'est pas là, il faut un nom bien arabe quand même. Bon, qui n'est pas le mien, je n'ai pas un nom bien arabe. Donc là aussi. Je suis tunisienne, bien sûr, je suis tunisienne, mais Tunisienne entièrement à part. Je suis historienne, rien à faire elle a une agrégation, on ne peut rien dire, mais je n'ai jamais eu de carrière universitaire, jamais. Je suis en tout un électron libre, donc on ne peut pas me mettre dans un tiroir et ça gêne beaucoup de gens en fait. Donc c'est pourquoi de façon générale les institutions ne m'aiment pas beaucoup.

Mais vous savez, je crois qu'une légitimité, ça se construit et ça se conquiert. Et je crois que cette petite légitimité que je peux avoir en Tunisie, disons, je l'ai à la fois construite par mon travail et conquise par mes engagements.

Habib - Vraiment sans faire semblant, j'allais poser cette question, parce que j'ai interrogé autour de moi, j'avais une petite idée, mais j'ai demandé autour de moi, les intellectuels, ceux qui lisent, quelle que soit leur carrière, Sophie Bessis c'est qui pour vous ? Ah oui mais c'est l'historienne tunisienne. Bien sûr, elle est légitime.

Sophie – Tout travail scientifique est un travail qui demande du débat et moi je suis toujours pour le débat. Et là je suis très contente, mon bouquin vient d'être traduit en arabe.

Habib - L'histoire de la Tunisie et le livre sur Bourguiba, vous avez travaillé à partir de quelles archives ? Est-ce que vous avez travaillé à partir d'archives ?

Sophie - Non. Alors, L'histoire de la Tunisie non. Pourquoi ? Parce que l'histoire de la Tunisie, je vous le dis, c'est une histoire longue sur trois millénaires. Et quand vous faites ce type de synthèse historique, vous n'allez pas aux archives. Vous n'allez pas faire 3000 ans d'archives. Ce sont les historiens d'une période, d'un thème, d'un sujet bien déterminé qui vont aux archives. Les synthèses comme celles que j'ai faites ne vont pas à la source première, elles vont aux sources secondaires. Et donc j'ai travaillé

avec tous les bouquins que j'ai pu lire sur l'histoire de la Tunisie. Mais je n'ai pas travaillé aux archives.

En revanche bien sûr, sur le Bourguiba, c'est quelque chose de tout à fait différent. Comme je vous le disais, quand on a commencé à travailler sur le Bourguiba, il y avait beaucoup de compagnons de Bourguiba qui étaient vivants. On a fait des dizaines d'interviews. D'autres en avaient consulté avant nous des archives, ma mère qui était historienne aussi a beaucoup travaillé sur Bourguiba mais jusqu'à l'indépendance, surtout ma mère avait travaillé sur le Bourguiba des années 20 aux années 45. Donc on a utilisé évidemment ce type d'ouvrages. On a toute une bibliographie en fin d'ouvrage, mais on a travaillé beaucoup sur des documents premiers que nous ont fournis les gens, et cetera. Donc le travail sur le Bourguiba n'est pas du tout le même que le travail sur l'histoire de la Tunisie.

Habib - Alors je ne parle pas de votre livre mais l'histoire avec un grand H de la Tunisie, est-ce qu'elle est à écrire, est-ce qu'elle a été écrite ?

Sophie - Il y a beaucoup de choses. Et la Tunisie a une bonne école historique, il y a de bons historiens en Tunisie. Vous avez des antiquistes, vous avez des médiévistes, vous avez des ottomanistes, vous avez des spécialistes d'histoire contemporaine. Il ne faut pas oublier que l'histoire de la Tunisie se déroule sur une période longue. Et à toutes les périodes vous avez de bons historiens, il y a une bonne école historique en Tunisie, incontestablement.

Et les historiens tunisiens, alors ça dépend des périodes, évidemment tout de suite après l'indépendance, c'étaient les historiens du mouvement national qui dominaient. L'histoire de la colonisation. Là, il y a un retour aux études ottomanistes qui sont extrêmement intéressantes, qui avaient été un peu abandonnées à l'époque bourguibienne. Il y a un excellent matériau historique en Tunisie pour travailler, un beau matériau historique. Bon, il n'y a pas que des Tunisiens qui ont travaillé, il y a aussi des chercheurs français qui ont fait des travaux très intéressants, français ou américains ou anglais sur la Tunisie, que ce soit la Tunisie romaine par exemple. Bon, c'est vrai que des chercheuses américaines, c'est une antiquiste américaine qui a dirigé l'étude du corpus des mosaïques romaines en Tunisie par exemple, qui est un corpus extrêmement riche.

Donc malheureusement, le commun des mortels tunisiens ne connaît de l'histoire tunisienne que l'histoire officielle, ce que j'appelais tout à l'heure le roman historique, le roman national. Alors il y a eu comme bouquin accessible dans les années 1960-70, il y a eu une histoire collective de la Tunisie en quatre volumes, qui est une histoire classique de la Tunisie où il y a des choses tout à fait intéressantes. Donc cette fameuse histoire en quatre volumes qui a été éditée plusieurs fois, et cetera. Il y a eu quelques ouvrages synthétiques comme L'histoire de la Tunisie de Mohamed Hédi Chérif. Sur l'époque hosseinite, il est incontournable. C'est lui qui a fait la biographie du fondateur de la dynastie.

Donc il y a eu quelques ouvrages de synthèse plus ou moins bons, et il y a beaucoup de recherches sur des périodes particulières. Il y a un matériau très riche sur l'histoire de la Tunisie.

Habib - Vous connaissez les archives nationales j'imagine.

Sophie - Oui, j'ai même donné, toutes mes archives Bourguiba je les ai données l'année dernière aux Archives nationales. Et j'ai donné aussi les archives de ma mère. Je pense qu'à partir du moment où on ne travaille plus sur un sujet, et je sais que je ne vais pas réécrire une biographie de Bourguiba, je l'ai écrite, j'ai écrit 1 million d'articles sur le personnage, donc autant faire bénéficier les étudiants et les chercheurs de ce qu'on a. Donc moi, à mon âge, je suis en train de me défaire d'une partie de mes archives et de les donner à des bibliothèques publiques.

Habib – On ne juge pas des archives, on n'évalue même pas des Archives nationales, mais est-ce que c'est un bon instrument ? Est-ce que c'est déjà un bon instrument ?

Sophie – Bien sûr, les Archives nationales et la Bibliothèque nationale en Tunisie sont très riches, ce qui est le reflet de la très longue histoire de la Tunisie. Voilà. Alors ce n'est pas toujours très bien tenu. La Bibliothèque nationale sous le magistère de Raja Ben Slama bon, qui a été démissionnée il y a quelques mois, a commencé à numériser et les Archives nationales sont en train de numériser aussi. Mais c'est énorme. Je vous dis le matériau historique est très riche en Tunisie, très riche.

Habib – Et les études d'histoire se font positivement, je veux dire, il y a une école en termes de formation universitaire ?

Sophie - Aujourd'hui, au jour où on se parle on sait très bien que l'université tunisienne est en difficulté, l'université tunisienne ne va pas bien et d'après l'avis général, elle sort des diplômés qui sont des diplômés médiocres. Le tri se fait selon les gens. Il y en a qui s'en sortent. Il y en a qui sont de bons historiens, il y a de jeunes historiens en Tunisie qui sont tout à fait intéressants. Et il y a une masse de diplômés d'histoire qui vont devenir des profs du secondaire dans lequel l'histoire est mal enseignée. Mais je ne peux pas vous donner un avis précis sur l'enseignement de l'histoire à l'université tunisienne parce que je ne le connais pas assez.

Habib - La Tunisie, c'est un pays africain ?

Sophie – Bien sûr ! Pas seulement. D'abord quand même, alors même si tout le monde le dit maintenant, c'est la Tunisie qui a donné son nom au continent. Bon Africa, le mot Africa concernait la Tunisie romaine. Ensuite les Arabes l'ont transformé en Ifriqiya. Et ça viendrait donc d'une déesse locale et d'un petit peuple local qui s'appelait les Afri. Et la dimension africaine de la Tunisie a été occultée.

Mais quand vous regardez la culture berbère, par exemple. Je me souviens d'un choc esthétique que j'ai eu il y a quelques années, où j'étais chez un collectionneur qui a des objets berbères, de quoi remplir trois musées, surtout de la poterie. Mais quand vous regardez les motifs de la poterie, des *mergoum*, des tapis, de tout ce que vous voudrez, des tatouages de femmes quand les femmes se tatouaient, quand on était gosses les femmes étaient tatouées, les paysannes. Mais vous êtes beaucoup plus près de Niamey ou de Bamako que de Damas ou de Bagdad au point de vue artistique. Les berbères sont des Africains. Bon.

La Tunisie, d'un autre côté a été le pays le plus arabisé du Maghreb. Incontestablement. Et aujourd'hui, 95 % des Tunisiens se considèrent comme des Arabes. Il ne faut pas non plus nier la réalité. D'autant que la Tunisie a été, comme le reste du monde arabe, un pays négrier qui a pratiqué pendant dix siècles la traite des esclaves. Et donc il y a un mépris du Noir qui est extrêmement important, mépris traditionnel du noir, ça se voit dans le vocabulaire, *el aabid, el kahlouch*, tout ce que vous voudrez. Donc le passé négrier de la Tunisie a amené une dévalorisation du Tunisien noir qui est un reliquat de l'esclavage, bien évidemment. La Tunisie, ne l'oublions pas, a été un pays esclavagiste. Et d'ailleurs moi ça me fait rire, de façon un peu amère. L'histoire tunisienne se glorifie de l'abolition de l'esclavage, du décret d'abolition de l'esclavage de Ahmed Bey en 1846. Mais si l'esclavage a été aboli, c'est bien parce qu'il existait. Mais alors on parle de l'abolition de l'esclavage, mais on ne parle pas de l'esclavage, ce qui est assez extraordinaire.

Donc la Tunisie a oublié, a voulu oublier sa dimension africaine et malheureusement cet oubli est allé jusqu'aux récentes déclarations présidentielles qui m'ont consternée, contre les subsahariens, qui sont une négation d'une des dimensions de la Tunisie extrêmement importante. Et aujourd'hui malheureusement, autant la Tunisie avait une image extrêmement positive en Afrique subsaharienne pendant des décennies, Bourguiba, une des principales avenues de Dakar s'appelle l'avenue Bourguiba. Et l'image, quand on disait Je suis tunisienne, quand on était au sud Ah vous êtes tunisienne, c'est formidable, et cetera, aujourd'hui, c'est une image profondément dégradée et profondément altérée. Les propos anti-Noirs qu'il y a eu en Tunisie sont insupportables.

Et je crois que le travail aussi que nous devrions faire et que certains ont commencé à faire. Il y a une association en Tunisie qui s'appelle l'association *Kolna Tounes*, qui travaille sur la préservation et si je puis employer ce terme, la « revisibilisation » du patrimoine des minorités en Tunisie, et ça je crois que c'est très important. Et donc il faut remettre au jour la dimension africaine de la Tunisie. C'est pas la seule bien sûr, mais elle existe, elle est là. Bien sûr, la Tunisie est un pays africain, ce qui ne l'empêche pas d'être aussi un pays arabe, je dirais un pays arabisé.

La Tunisie est anthropologiquement berbère et culturellement arabe.

Habib - Et vous, vous vous sentez arabe ?

Sophie - C'est une grande question, c'est une grande question. Dans deux de mes ouvrages et dans mon dernier ouvrage, je me définis en tant que juive arabe et je colle les deux mots. Je dis que je suis une juive arabe parce que je crois que les juifs arabes existent. Il ne faut pas oublier qu'avant l'immigration de masse, il y avait pratiquement 1 million de juifs dans le monde arabe. Maintenant, il reste à peu près 1500 juifs en Tunisie, quelque chose comme 3000 juifs au Maroc, c'est tout.

Habib – Très peu en Egypte.

Sophie - C'est quelques dizaines. Très peu en Syrie, plus du tout en Irak, plus du tout au Yémen. Alors que la judaïté a été une dimension historique très importante du monde arabe. Il y a évidemment une part d'arabité en moi et c'est pourquoi je me définis comme juive arabe.

Habib - Dernière question, votre regard à vous Sophie Bessis, la femme, la citoyenne tunisienne, la journaliste, l'académique, pour ne pas dire universitaire parce que vous n'avez pas eu de carrière universitaire, sur la Tunisie post-révolution ?

Sophie - En 2011, nous avons eu des moments d'euphorie. On croyait que tout allait changer. Maintenant si on fait le bilan de la décennie qui vient de s'écouler de 2011 à aujourd'hui, il y a eu des acquis incontestables une démocratisation chaotique, malmenée, avec des erreurs, avec des fautes même. Mais quand personne ne vous a appris la démocratie, il ne faut pas oublier que depuis l'indépendance, la Tunisie avait vécu en dictature. On ne devient pas démocrate tout d'un coup, ça s'apprend. Et donc cet apprentissage malgré tout, était en cours. Malgré, je vous dis, toutes les impasses, tous les dévoiements, toute la médiocrité insondable de la classe politique post-révolutionnaire aussi, il ne faut pas oublier cette responsabilité-là.

Aujourd'hui un coup d'arrêt a été donné à ce processus, incontestablement. Un coup d'arrêt qui n'est pas seulement tunisien.

Nous sommes dans une période régionale et mondiale où il y a une paix des autocrates dans le monde arabe aujourd'hui. Regardez tous les régimes arabes, toutes les révolutions ont échoué. Bachar el-Assad qui est quand même un boucher de son peuple, revient en grâce. Au Soudan, ce sont deux criminels de guerre qui se font la guerre sur le dos de la population. Dans l'ensemble de la région, l'Arabie Saoudite et les Emirats, deux régimes autocratiques règnent en maître et façonnent la géopolitique actuelle de la région.

Donc, la Tunisie s'inscrit dans un moment régressif de l'histoire. Maintenant on peut élargir ce moment régressif de l'histoire au monde entier, et pas seulement à la Tunisie, au monde arabe, au Maghreb. Le Maghreb se porte mal aujourd'hui, incontestablement. Le *hirak* algérien a été complètement éradiqué. Le régime marocain ne vaut pas beaucoup mieux, avec d'autres méthodes qui sont les méthodes traditionnelles du Makhzen marocain.

Mais dans le monde entier, regardez partout l'émergence des leaders populistes souvent fachoïdes. On est, je crois, pour beaucoup de raisons qui sont parfaitement explicables, dans un moment de régression mondiale. Voilà. Et la Tunisie n'échappe pas à ce moment de régression. Et aujourd'hui on est dans un épisode régressif de l'histoire de la Tunisie, me semble-t-il.

Habib - Dernière petite question vous êtes sur un chantier d'écriture en ce moment ?

Sophie – Non. Enfin j'écris toujours des articles, je prépare des conférences, mais je ne suis pas sur un bouquin. Non.

Sophie - J'ai des idées, mais je n'ai pas de projet, voilà.

Habib - Et bien merci beaucoup. On va s'arrêter là.

Sophie - Merci.

Habib - Merci infiniment.